



DIRECTION DE L'ARCHITECTURE,
DU PATRIMOINE ET DES JARDINS

15, RUE DE VAUGIRARD – 75006 PARIS
TÉLÉPHONE : 01 42 34 22 10 – marches-apj@senat.fr

JARDIN DU LUXEMBOURG

ACCORD-CADRE

ENLÈVEMENT ET TRAITEMENT DES DÉCHETS NON DANGEREUX DU JARDIN DU LUXEMBOURG

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

-

Marché de services

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

FEVRIER 2026

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES :

Vendredi 3 avril 2026, avant 17 heures

Sur le profil d'acheteur du Sénat, à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE 1. - POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.1 Nom et adresse officiels du pouvoir adjudicateur.....	4
1.2 Correspondants administratif et technique du marché.....	4
ARTICLE 2. - CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ.....	5
2.1 Objet du marché.....	5
2.2 Type de marché.....	5
2.3 Procédure de passation	5
2.4 Modalités du marché.....	5
2.4.1 <i>Allotissement</i>	5
2.4.2 <i>Modalités</i>	5
2.5 Durée du marché.....	6
2.1 Lieu d'exécution du marché	6
2.2 Financement et règlement.....	6
2.2.1 <i>Modalités essentielles de financement</i>	6
2.2.2 <i>Mode de règlement du marché</i>	6
ARTICLE 3. - DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)	6
3.1 Composition du dossier de consultation remis aux candidats	6
3.2 Informations communiquées lors de la consultation	7
3.3 Modifications du dossier de consultation	7
3.4 Modalités de remise du dossier de consultation	7
ARTICLE 4. - CONDITIONS DE PARTICIPATION.....	7
4.1 Conditions propres aux candidatures en groupement	7
4.2 Conditions relatives aux capacités.....	7
ARTICLE 5. - CARACTÉRISTIQUES DES PLIS À ENVOYER	8
5.1 Principe général	8
5.2 Constitution du dossier à remettre par les candidats.....	8
5.2.1 <i>Premier sous-dossier (pièces constituant la candidature)</i>	8
5.2.2 <i>Second sous-dossier (pièces constituant les éléments de l'offre)</i>	9
5.3 Langue	10
5.4 Unité monétaire	10
ARTICLE 6. - TRANSMISSION DU DOSSIER	10
6.1 Transmission électronique obligatoire.....	10
6.2 Format des documents	10
6.3 Copie de sauvegarde	11
ARTICLE 7. - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES.....	12
ARTICLE 8. - EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	12
8.1 Examen des candidatures.....	12
8.2 Attribution du marché.....	12
8.3 Délai de production des certificats fiscaux et sociaux	13

8.4	Notification du marché	14
8.5	Visite.....	14
8.6	Demande de renseignements complémentaires	14
8.7	Compréhension du dossier.....	14

ARTICLE 1. - POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1 Nom et adresse officiels du pouvoir adjudicateur

Dénomination : <i>État-Sénat</i>	À l'attention de : <i>M. le Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins</i>
Adresse : <i>15, rue de Vaugirard</i>	Code postal : <i>75006</i>
Localité/Ville : <i>Paris</i>	Pays : <i>France</i>
Téléphone : <i>01 42 34 22 10</i>	
Internet : www.senat.fr	Courriel : marches-apj@senat.fr

1.2 Correspondants administratif et technique du marché

- Correspondant administratif : *Mme Isabelle SALORD*

Adresse : <i>Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins – 15, rue de Vaugirard</i>	Code postal : <i>75006</i>
Localité/Ville : <i>Paris</i>	Pays : <i>France</i>
Téléphone : <i>01 42 34 22 10</i>	
Internet : https://www.marches-publics.gouv.fr	Courriel : marches-apj@senat.fr

- Correspondants techniques : *Mme Gisèle CROQ et M. Thierry NOUVEAU*

Adresse : <i>Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins – 15, rue de Vaugirard</i>	Code postal : <i>75006</i>
Localité/Ville : <i>Paris</i>	Pays : <i>France</i>
Téléphone : <i>01 42 34 22 10</i>	
Internet : https://www.marches-publics.gouv.fr	Courriel : marches-apj@senat.fr

ARTICLE 2. - CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ

2.1 Objet du marché

La présente consultation a pour objet la passation d'un marché de services, relatif à l'enlèvement et au traitement des déchets non dangereux du Jardin du Luxembourg (Paris VI^e).

Une description complète des prestations attendues figure au cahier des clauses particulières (CCP) du présent marché.

La visite du site est fortement conseillée.

2.2 Type de marché

Le présent marché est un marché de services

Codes CPV :

90500000 : services liés aux déchets et ordures

90510000 : élimination et traitement des ordures

2.3 Procédure de passation

Le présent marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux articles R. 2124-1, R. 2124-2-1^o et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique, et dont les modalités sont précisées dans le présent règlement.

2.4 Modalités du marché

2.4.1 Allotissement

– Allotissement : ☐ Non ☒ Oui

Nombre de lots : 2

Lot n° 1 – Enlèvement et traitement des déchets non dangereux des usagers et des concessionnaires du Jardin du Luxembourg

Lot n° 2 – Enlèvement et traitement des déchets de chantier non dangereux de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins

– Possibilité de soumissionner à plusieurs lots : ☐ Non ☒ Oui

– Possibilité de soumission à tous les lots : ☐ Non ☒ Oui

– Restriction apportée au nombre de lots pouvant être attribué à un même soumissionnaire : ☒ Non ☐ Oui

2.4.2 Modalités

– Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande : ☐ Non ☒ Oui

- Marché à tranches : ☒ Non ☐ Oui
- Maximum ☐ Non ☒ Oui

Le montant des prestations rémunérées à prix unitaires est plafonné à 400 000 € HTVA (480 000 € TTC) pour le lot n° 1 et 210 000 € HTVA (252 000 € TTC) pour le lot n° 2.

- Variantes à l’initiative du candidat ☒ Non ☐ Oui

Conformément à l’article R. 2151-8 du code de la commande publique, les variantes sont interdites.

- Prestations supplémentaires éventuelles : ☒ Non ☐ Oui
- Obligation pour le titulaire d’effectuer certaines tâches essentielles : ☒ Non ☐ Oui

2.5 Durée du marché

L’exécution du présent marché débute le 1^{er} juillet 2026, sous réserve de sa notification.

La durée du marché est ferme, de quatre ans.

2.6 Lieu d’exécution du marché

Les prestations s’exécutent dans le Jardin du Luxembourg (Paris VIe).

2.7 Financement et règlement

2.7.1 Modalités essentielles de financement

Paiement à 30 jours, sur les crédits de la Direction de l’Architecture, du Patrimoine et des Jardins (budget État-Sénat).

2.7.2 Mode de règlement du marché

Le mode de règlement choisi par le Sénat est le virement.

ARTICLE 3. - DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

3.1 Composition du dossier de consultation remis aux candidats

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) comprend les pièces suivantes :

- le présent règlement de la consultation (RC) ;
- l’acte d’engagement (AE) de chaque lot ;
- le cahier des clauses particulières commun aux deux lots (CCP) et ses annexes ;
- le bordereau de prix unitaires (BPU) de chaque lot ;
- le cahier des réponses attendues (CRA) de chaque lot et son annexe.

3.2 Informations communiquées lors de la consultation

Les informations relatives au Sénat communiquées dans le présent dossier de consultation ont un caractère de confidentialité qui doit être respecté par le soumissionnaire. Elles ne devront pas être utilisées par les candidats à d'autres fins que la réponse à la présente consultation.

3.3 Modifications du dossier de consultation

Le Sénat se réserve le droit d'apporter, au plus tard six jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres était reportée, la disposition précédente serait applicable en fonction de cette nouvelle date.

Conformément au 2° de l'article R. 2151-4 du code de la commande publique, si des modifications importantes étaient apportées aux documents de la consultation, le pouvoir adjudicateur prorogerait le délai de réception des offres à proportion de l'importance des modifications apportées.

3.4 Modalités de remise du dossier de consultation

Le dossier peut être téléchargé sur le profil d'acheteur PLACE (plateforme des achats de l'Etat) à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>, sur la consultation correspondant au présent marché.

L'attention des candidats est appelée sur le fait que toutes les communications relatives au marché seront envoyées par cette plateforme à l'adresse électronique utilisée pour le téléchargement du dossier de consultation. Il peut donc être opportun d'utiliser une adresse électronique collective (alias) ou plusieurs adresses électroniques, et de choisir des adresses électroniques pérennes.

ARTICLE 4. - CONDITIONS DE PARTICIPATION

4.1 Conditions propres aux candidatures en groupement

Le recours à un ou plusieurs co-traitants dans le cadre d'un groupement est autorisé.

En cas de groupement, celui-ci devra être solidaire ou conjoint avec désignation d'un mandataire solidaire.

En cas de groupement conjoint, l'obligation de désignation d'un mandataire solidaire se justifie par la nécessité d'assurer une parfaite coordination de prestations étroitement interdépendantes.

4.2 Conditions relatives aux capacités

Les candidats doivent justifier qu'ils disposent des capacités économiques et financières ainsi que des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.

Conformément à l'article R. 2142-3 du code de la commande publique, les candidats peuvent avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui les unissent. Les conditions d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants éventuels sont fixées au cahier des clauses administratives particulières.

ARTICLE 5. - CARACTÉRISTIQUES DES PLIS À ENVOYER

5.1 Principe général

L'offre de l'entreprise sera **obligatoirement établie sur la base des données du dossier de consultation**. Elle comprendra deux sous-dossiers pour chaque lot.

5.2 Constitution du dossier à remettre par les candidats

5.2.1 Premier sous-dossier (pièces constituant la candidature)

Le soumissionnaire produira un dossier de candidature comprenant les pièces précisées ci-dessous¹.

- 1) La **lettre de candidature et d'habilitation** du candidat : imprimé DC1², dûment complété et comportant une adresse électronique valide à laquelle pourra être envoyée toute correspondance relative à la présente consultation.

En cas de candidatures groupées, une seule lettre de candidature sera établie pour l'ensemble du groupement ; elle sera renseignée et signée par tous les membres du groupement ; elle précisera la nature du groupement et désignera un mandataire.

- 2) La **déclaration du candidat** : imprimé DC2², dûment complété et accompagné, si le candidat est en redressement judiciaire, de la copie du ou des jugements prononcés à cet effet, justifiant qu'il a été habilité à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.
- 3) Si elle ne figure pas dans le DC1, une **déclaration sur l'honneur**, dûment signée, justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique (modèle indicatif disponible en annexe 1 du présent règlement de consultation).
- 4) une **déclaration sur l'honneur**, dûment signée, justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus par le règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine (modèle indicatif disponible en annexe 2 du présent règlement de consultation).
- 5) S'ils ne figurent pas dans le DC2, le **chiffre d'affaires** global et le chiffre d'affaires relatif aux prestations faisant l'objet de la catégorie concernée réalisés par l'entreprise au cours des trois derniers exercices disponibles.

¹ Cependant, conformément aux articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du code de la commande publique, le candidat n'est pas tenu de fournir :

- les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit ;
- les documents justificatifs et moyens de preuve qu'il a déjà transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Les renseignements et documents auxquels renvoie le candidat doivent avoir été fournis dans le cadre d'une candidature à des marchés relatifs à des prestations de même nature et pour lesquels des informations identiques étaient demandées.

² Les candidats ont la possibilité de remplacer les documents DC1 et DC2 par un document unique de marché européen électronique (e-DUME) en application de l'article R. 2143-4 du code de la commande publique, en y intégrant les informations sur la candidature requises au titre de la présente consultation.

- 6) Une **preuve d'assurance** pour les risques professionnels en cours de validité (responsabilité civile).
- 7) Une **plaquette de présentation générale** de l'entreprise indiquant notamment les références générales et les effectifs moyens annuels du candidat pour les trois dernières années, ainsi qu'un organigramme.
- 8) Les **références** de l'entreprise pour des prestations comparables à celles faisant l'objet du présent marché. Ces références doivent être datées, précises, chiffrées et vérifiables (identification du site, coordonnées d'un correspondant, date de réalisation et descriptif).
- 9) Tout document permettant d'apprécier les capacités économiques et financières ainsi que les capacités techniques et professionnelles du candidat.

Lorsque le candidat se présente sous la forme d'un groupement, chaque membre du groupement doit fournir les pièces susmentionnées à l'exception de la lettre de candidature (imprimé DC1) qui est commune à l'ensemble des membres du groupement, renseignée et signée par chacun. Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature, il doit produire, pour chacun d'eux, chacune des pièces susmentionnées. S'il envisage de recourir à la sous-traitance, il doit produire une déclaration de sous-traitance, sous la forme de l'imprimé DC4, dûment complété et signé par lui-même et par le sous-traitant envisagé.

Les formulaires DC1, DC2 et DC4 peuvent être téléchargés sur le site du ministère de l'économie et des finances, à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

5.2.2 *Second sous-dossier (pièces constituant les éléments de l'offre)*

Le soumissionnaire présentera une offre comprenant les pièces suivantes :

- l'**acte d'engagement (AE)**, dûment complété, pour le ou les lots auxquels il se porte candidat ;
- le **bordereau de prix unitaires (BPU)**, obligatoirement établi à partir du cadre fourni dans le dossier de consultation à remettre au format .xls, pour le ou les lots auxquels il se porte candidat ;
- le **cahier des clauses particulières (CCP)**, à accepter sans modification ;
- le **mémoire technique** établi sur la base du **cahier des réponses attendues** ;
- l'**attestation de visite du site** (le cas échéant) ;
- le cas échéant, toute information utile à l'appréciation de son offre précisant les dispositions et moyens qu'il se propose de prendre pour l'exécution du marché.

Les soumissions ne doivent comporter aucune condition ni réserve, sous peine de rejet.

La signature par le candidat de son offre est possible mais non obligatoire. Le candidat est toutefois informé que **le seul dépôt de l'offre vaut engagement de sa part et il sera tenu de signer le marché qui lui sera attribué.** La signature, qui interviendra de manière électronique ou manuscrite, sera demandée ultérieurement au candidat retenu lors de l'attribution du marché.

5.3 Langue

En application de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, l'offre doit être rédigée en langue française.

5.4 Unité monétaire

Le soumissionnaire devra présenter son offre en euros.

ARTICLE 6. - TRANSMISSION DU DOSSIER

6.1 Transmission électronique obligatoire

Les dossiers doivent obligatoirement être transmis par voie dématérialisée, dans le délai figurant sur la page de garde du présent règlement de la consultation, via la plateforme « PLACE », à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>, sur la consultation correspondant au présent marché.

Les offres devront être déposées en une seule fois, *via* le module prévu à cet effet sur la plateforme « PLACE » ; si plusieurs offres sont transmises successivement par le même candidat, seule la dernière offre reçue dans le délai imparti sera ouverte.

Les candidats sont invités à vérifier préalablement les prérequis techniques du profil d'acheteur du Sénat et à choisir une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure.

En cas de problème technique rencontré sur la plateforme PLACE, une assistance technique proposée par celle-ci est disponible par le lien :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAide>

L'attention des candidats est attirée sur les délais, parfois non négligeables, de chargement et de chiffrage des offres sur la plateforme. Les intéressés prendront les précautions utiles pour déposer leur pli dans le respect du délai limite de remise des offres.

Leur attention est également attirée sur le fait que plusieurs consultations sont susceptibles d'être organisées par le Sénat à une même échéance et de comporter une date limite de remise des offres identique. Le dépôt d'une offre, par erreur, sur une consultation ne correspondant pas au présent marché sera considéré comme irrecevable.

Les dossiers qui seraient transmis après la date et l'heure limites fixées sur la page de garde du présent règlement de la consultation ne seront pas pris en considération et seront éliminés sans examen.

6.2 Format des documents

Les documents constituant les éléments de l'offre comme de la candidature devront être transmis en format PDF, à l'exception du bordereau de prix unitaires (BPU), **obligatoirement en format EXCEL.**

Le RIB/IBAN doit faire l'objet d'un PDF séparé.

Dans le cas où les documents au format PDF comprendraient des annexes, celles-ci devront soit faire l'objet d'un PDF séparé, soit figurer dans la continuité du corps du document ; en aucun cas l'outil « Pièce jointe » des applications Acrobat, Acrobat pro ou équivalent ne devra être utilisé lors de la réalisation du PDF.

6.3 Copie de sauvegarde

Dans les mêmes conditions de délais que celles prévues ci-dessus, le candidat a la possibilité d'adresser ou de remettre une copie de sauvegarde de son dossier sur support papier ou sur support physique électronique (de type clé USB) dans une enveloppe cachetée comportant la mention :

ENLÈVEMENT ET TRAITEMENT DES DÉCHETS NON DANGEREUX DU JARDIN DU LUXEMBOURG

Entreprise : (à compléter)

Lot(s) n°...

Copie de sauvegarde

NE PAS OUVRIR

- Cette copie de sauvegarde sera adressée à l'adresse suivante, par porteur, contre récépissé :

Sénat

Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins

64 bis boulevard Saint-Michel

75006 PARIS

(du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures)

- ou à l'adresse suivante, par courrier recommandé avec avis de réception :

Sénat

Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins

15, rue de Vaugirard

75291 PARIS CEDEX 06

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, la copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans l'une ou l'autre l'une ou l'autre des deux hypothèses suivantes :

- lorsque la candidature ou l'offre électronique contient un programme informatique malveillant ou un virus ;
- lorsque la candidature ou l'offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte par l'acheteur, s'il existe des éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis.

ARTICLE 7. - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date de remise des offres.

ARTICLE 8. - EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

8.1 Examen des candidatures

La capacité des candidats à exécuter le marché sera appréciée au vu des renseignements demandés à l'article 5.2.1 ci-dessus, dans les conditions prévues aux articles R. 2144-1 à R. 2144-7 du code de la commande publique.

Les candidats ne présentant pas, au vu des renseignements fournis, les capacités économiques et financières ou les capacités techniques et professionnelles requises pour exécuter le marché pourront être invités à compléter leur dossier de candidature à la demande de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins du Sénat.

Il est par ailleurs rappelé que la présente consultation entre dans le champ d'application du règlement (UE) n° 2022/576 du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n° 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine.

Conformément à l'article R. 2144-3 du code de la commande publique, l'examen des candidatures pourra avoir lieu à tout moment, y compris après le classement des offres, et au plus tard avant l'attribution du marché.

8.2 Attribution du marché

Le marché sera attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères suivants :

8.2.1 Pour le lot n° 1 « Enlèvement et traitement des déchets des usagers et des concessionnaires du Jardin du Luxembourg »

- le prix : 55 %, apprécié en fonction d'un montant correspondant à l'application d'une grille de quantités fictives (détail quantitatif estimatif) aux prestations prévues dans le bordereau de prix unitaires³ ;
- la valeur technique, 45 %, appréciée sur la base :
 - des moyens humains et matériels affectés à la réalisation des prestations : 40 % de la note du critère de la valeur technique ;
 - des délais d'intervention en cas de panne d'un compacteur : 20 % de la note du critère de la valeur technique ;
 - du taux et du mode de valorisation proposé pour le traitement de chaque type de déchets : 40 % de la note du critère de la valeur technique.

³ La location des compacteurs et celle des bacs roulants feront l'objet de deux prix unitaires mensuels au sein du BPU.

8.2.2 Pour le lot n° 2 « Enlèvement et traitement des déchets de chantier non dangereux de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins »

- le prix : 55 %, apprécié au regard d'un montant correspondant à l'application d'une grille de quantités fictives (détail quantitatif estimatif) aux prestations prévues dans le bordereau de prix unitaires⁴ ;
- la valeur technique, 45 %, appréciée sur la base :
 - des moyens humains et matériels affectés à la réalisation des prestations : 50 % de la note du critère de la valeur technique ;
 - du taux et du mode de valorisation proposé pour le traitement de chaque type de déchets : 50 % de la note du critère de la valeur technique.

Pour chacun des lots, la valeur technique sera appréciée au regard des réponses apportées dans le mémoire technique ou dans le cahier des réponses attendues (CRA) aux questions posées dans le CRA.

Le candidat veillera à exposer dans son mémoire technique des éléments précis et pertinents, prenant en compte la spécificité du présent marché, et évitera toute présentation générique.

Pour l'analyse des offres, le Sénat se réserve la possibilité de demander le sous-détail des prix du bordereau de prix unitaires.

En cas de discordance entre les différents prix pouvant figurer dans l'offre d'un candidat, le montant hors taxes en lettres inscrit à l'acte d'engagement prévaudra sur toutes les autres indications.

En application de l'article R. 2161-5 du code de la commande publique, les candidats dont l'offre nécessite d'être précisée pourront être auditionnés, dans les locaux de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins ou par visioconférence, ou sollicités par écrit *via* la plateforme PLACE. Ces demandes visent exclusivement à permettre aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre. Elles ne donneront pas lieu à négociation.

8.3 Délai de production des certificats fiscaux et sociaux

Conformément aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2143-16 du code de la commande publique, et s'il ne les a pas déjà fournis à l'appui de sa candidature, le candidat sur le point d'être retenu devra produire au plus tard avant l'attribution du marché une photocopie certifiée conforme de ses certificats fiscaux et sociaux et les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code du travail ou aux D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, ainsi que les informations permettant au Sénat de vérifier qu'il n'entre pas dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du code de la commande publique.

À défaut de cette production dans le délai requis, il sera procédé conformément aux dispositions du second alinéa de l'article R. 2144-7 dudit code.

⁴ La mise à disposition des bennes ferait l'objet, suivant les types de benne et la durée de leur utilisation, de prix unitaires différents au sein du BPU.

8.4 Notification du marché

Tout candidat s'engage à transmettre au Sénat, dans le cas où son offre serait retenue et 48 heures au plus tard après en avoir été informé, l'ensemble des documents nécessaires à la signature et à la notification du marché, y compris l'acte d'engagement signé.

8.5 Visite

La visite du site est possible. À l'issue de la visite, une attestation sera délivrée.

L'accès à la visite sera conditionné par l'accomplissement des formalités usuelles d'accueil et de sécurité ; en particulier, la présentation d'une pièce d'identité officielle en cours de validité sera exigée.

Une seule visite par candidat est autorisée, avec trois représentants au maximum. Il est fortement recommandé que soit présent le chef de projet présumé.

Les candidats souhaitant visiter le site sont invités à prendre rendez-vous par téléphone au 01 42 34 22 10 au plus tard cinq jours calendaires avant la date limite de remise des offres, puis à confirmer l'identité des participants par courriel à marches-apj@senat.fr.

8.6 Demande de renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires qui seraient nécessaires aux candidats au cours de leur étude doivent être demandés en temps utile, de manière à permettre au Sénat de fournir lesdits renseignements au plus tard six jours calendaires avant la date limite de remise des offres. Cette demande ainsi que la réponse du Sénat seront impérativement formulées *via* la plateforme PLACE, sur la consultation portant l'intitulé du présent marché.

À cette fin, ces derniers devront avoir formulé leur demande de renseignements au plus tard sept jours calendaires avant la date limite de remise des offres.

Les réponses, qui seront déposées sur la plateforme, seront accessibles à l'ensemble des opérateurs économiques. Elles ne seront toutefois signalées, par notification d'une alerte, qu'aux seules entreprises qui se seront au préalable identifiées lors du retrait de leur dossier de consultation.

Aucune réponse ne sera donnée par courriel ou par téléphone.

8.7 Compréhension du dossier

Du simple fait du dépôt de leur offre, qu'ils aient ou non visité les lieux, les candidats sont réputés :

- avoir pris connaissance de l'importance et de la sensibilité des prestations à effectuer, de la disposition des lieux, des délais d'exécution impartis, de toutes les sujétions d'exécution que comporte l'opération ;
- avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces du dossier (pièces écrites et documents graphiques) ;
- avoir demandé par écrit tout complément d'information nécessaire à leur parfaite compréhension du dossier.

Ils sont tenus de signaler *via* la plateforme PLACE, dès qu'ils les constatent, toutes difficultés d'interprétation et toutes discordances qui pourraient exister au sein du dossier de consultation, ou entre certains documents de ce dossier et la réglementation, ou encore toute discordance pouvant nuire ensuite à la parfaite réalisation des ouvrages.

Aucune réclamation pour mauvaise compréhension du dossier de consultation n'est recevable.

ANNEXE 1

Modèle indicatif de déclaration sur l'honneur

Je déclare sur l'honneur n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique.

À _____, le

Nom et qualité du signataire⁵

⁵ Personne ayant pouvoir d'engager la personne morale candidate.

ANNEXE 2

Modèle indicatif de déclaration sur l'honneur concernant l'absence de liens avec la Russie selon le Règlement (UE) n° 2022/576 du 8 avril 2022

Je déclare sur l'honneur n'entrer dans aucun des cas d'interdiction visés par le règlement (UE) n° 2022/576 du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n° 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, qui interdit d'attribuer un contrat de la commande publique :

- si l'attributaire est un ressortissant russe ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi sur le territoire russe ;
- si l'attributaire est détenu à plus de 50 %, et de ce manière directe ou indirecte, par une entité établie sur le territoire russe ;
- si l'attributaire est une personne physique ou morale, une entité ou un organisme agissant pour le compte ou sur instruction d'une entité établie sur le territoire russe ou d'une entité détenue à plus de 50 % par une entité elle-même établie sur le territoire russe ;
- si le sous-traitant, le fournisseur ou toute entité aux capacités de laquelle il est recouru se trouve dans l'un des trois cas susmentionnés, et le montant de ses prestations représente plus de 10 % de la valeur du marché. .

À _____, le _____

Nom et qualité du signataire⁶

⁶ Personne ayant pouvoir d'engager la personne morale candidate.